COMMUNIQUE – 16 MARS 2008

CONFÉRENCE DU 16 MARS (UD CGT AJACCIO)
GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE DU 19 MARS 2008

Malgré l'enlisement de la crise, le gouvernement reste sourd aux revendications sociales et entend maintenir le cap de sa politique économique.

En rejetant catégoriquement une relance de l'activité par la consommation, il fait le choix d'une aggravation de cette situation et donc d'un durcissement des conditions sociales.

Les pertes successives de pouvoir d'achat rendent pourtant légitimes les revendications des salariés, et au-delà d'eux, celles de tous ceux qui souffrent des restrictions alors que les dividendes versés aux actionnaires atteignent les sommets de l'indécence, et que les licenciements se poursuivent malgré les profits réalisés.

Et il ne sert à rien de convoquer des discussions nationales autour du partage des profits selon une règle de trois tiers, ce qui ne concerne que les salaires. Le débat doit porter sur la répartition de l'ensemble de la richesse produite – la valeur ajoutée - et non être circonscrit à la simple répartition de profits.

Dès lors, la nécessité de mettre rapidement en place une véritable relance de la consommation toujours refusée est impérative. Il s'agit non seulement d'une urgence sociale mais également d'une nécessité économique, car plus de salaire, plus de hausse des minima sociaux, des niveaux de retraites c'est ce qui permet avant tout de soutenir l'activité et les régimes de protection sociale.

Les milliers de manifestants du 29 Janvier ont exprimé dans la rue des attentes fortes afin d'obtenir un changement de cap de la politique économique et sociale du pays.

Les réponses apportées par le Président de la république le 18 février 2009 ne sont en rien à la hauteur de ces attentes, mais vont au contraire précipiter l'effondrement de la situation sociale.

Or les pouvoirs publics sont très réactifs et très généreux lorsqu'il s'agit d'aider les banques et les entreprises dont les salariés ne sont en rien responsables de la situation, mais leur répondre en soutenant le pouvoir d'achat et l'emploi ne fait partie des priorités. Une telle attitude est suicidaire. Les inégalités explosent, le chômage s'accroît dans des proportions très inquiétantes, la notion de justice sociale est passée par pertes et profits, et le climat général est en voie de crise grave.

La situation insulaire n'échappe pas à ce contexte, elle devient encore plus inquiétante dans la mesure ou les multiples mécanismes spécifiques qui sont en place et ont pour mission de contrecarrer le coût des transports et la notion omniprésente de cherté de vie sont non seulement inopérants, mais profitent avant tout aux entreprises et au patronat..

UNION DÉPARTEMENTALE FORCE OUVRIÈRE DE LA CORSE-DU-SUD
4 AVENUE KENNEDY 20090 AJACCIO

Cette situation est d'autant plus marquée par l'absence totale de volonté patronale et des pouvoirs publics de négocier sur les niveaux de salaires minimum, sur le niveau des retraites, des pensions des minima sociaux, mais également sur les questions de logements, celle de l'avenir de toute une jeunesse concernée par le chômage et l'emploi précaire, mais elle est également exacerbée par le contexte politique d'une collectivité territoriale à la dérive incapable d'influer sur les décisions nationales malgré la reconnaissance avouée des risques sociaux insulaires .

La Corse où le secteur public est un fort pourvoyeur de consommation, voit jour après jour se réduire cette dominante sous les fallacieuses promesses de simplification des échelons administratifs, à travers, les suppressions de postes déjà actées et celles déjà prévues pour les années à venir à travers la Révision Générale des Politique Publiques.

Ce constat notamment marqué dans l'éducation nationale, les services de finances et l'ensemble du secteur public de santé, ne peut être qu'un facteur majeur de révolte.

La question de l'indemnité de transport, sa réactualisation à travers son doublement doit non seulement intervenir dans les plus brefs délais, mais elle ne saurait d'emblée suffire à répondre aux attentes de l'ensemble des salariés et de la population de l'île.

Les Organisations syndicales se déclarent unanimement auprès de toutes les catégories sociales, décidées à faire prendre en compte la question urgente de la cherté de vie.

Elles s'inscrivent pleinement dans la journée de grève et de manifestation du 19 MARS 2009.

Elles appellent à participer physiquement dans l'unité la plus large aux manifestations organisées à AJACCIO et à BASTIA. Le 19 MARS

Elles appellent à la préparation d'initiatives unitaire intersyndicales régionales capables d'entraîner une très large mobilisation, et déterminé à faire aboutir les questions de cherté de vie.

Elles demandent instamment aux pouvoirs publics l'ouverture de négociations tripartites sur l'ensemble des sujets exprimées ce jour.

PAUL GIACOMONI
Secrétaire Général

UNION DÉPARTEMENTALE FORCE OUVRIÈRE DE LA CORSE-DU-SUD
4 AVENUE KENNEDY 20090 AJACCIO